

# TEMOIGNAGE

**SEMANA** publie un chapitre du livre : « EN CHERCHANT INGRID... » de Juan Carlos LECOMPTE

En octobre 2002, récemment revenu en Colombie après un premier périple en Europe, j'obtins un rendez-vous que j'avais sollicité auparavant auprès du nouveau Président Alvaro Uribe. J'arrivai ponctuellement à 10 heures, et chose rare en ce qui me concerne, j'avais mis un costume et une cravate. J'avais clairement en tête et bien pesées les deux questions qu'il était nécessaire de débattre avec lui, les deux qui paraissaient essentielles parmi tant d'autres.

*Président, lui dis-je, sans aucune raison précise, il est projeté d'intervenir militairement. Cela sans l'assentiment des familles.... Cet aspect est particulièrement important car il y a 2 mois, quand le Président Uribe avait quelques jours de pouvoir, son ministre de l'intérieur Fernando Londoño avait eu un contact avec Astrid. Il appela pour l'informer que Ingrid et Clara Rojas avaient été localisées et qu'il voulait demander à la famille son accord pour organiser une action militaire, ajoutant que les chances de réussite étaient très élevées. Astrid répondit par un NON catégorique. Je vous dis cela au cas où vous ne sauriez pas* ajouta alors le ministre : *la famille de Clara Rojas a été consultée avant cela et a donné son autorisation.* Une situation délicate et contradictoire : la famille d'une séquestrée acceptait alors que celle de l'autre refusait.

Nous ne sûmes jamais ce qui arriva sinon qu'il était certain que le gouvernement les avait localisées. Cette situation ne fut pas éclaircie et il ne fut pas possible de savoir si la guérilla changea alors de lieu de détention et si le gouvernement avait perdu leur piste. Une seule chose fut claire de tout cela : si nous laissions les mains libres au gouvernement, il nous informerait difficilement si un événement important survenait, cela avec un haut degré de risque pour la vie d'Ingrid.

C'était ce point obscur que je voulais voir éclaircir par le président. La situation avait un effet aggravant que je signalai immédiatement à Uribe : la décision d'organiser une libération par l'armée, serait prise par la ministre de la défense Marta Lucia RAMIREZ, que dix ans auparavant, Ingrid avait accusée de corruption, alléguant détenir des preuves que lorsqu'elle était vice ministre du commerce extérieur, madame Ramirez avait attribué à son mari un contrat de réhabilitation des nouveaux locaux du ministère concerné. *Depuis lors, la ministre Ramirez n'éprouve pas beaucoup de sympathie pour Ingrid,* dis-je au président. Effectivement, quand Ingrid fut enlevée, madame Ramirez dit publiquement, alors qu'elle était ambassadrice de Colombie en France, qu'il s'agissait d'une autodisparition organisée par Ingrid pour attirer l'attention sur sa campagne électorale. Le président me dit ne pas être au courant de ces anciennes affaires et voulut me rassurer, m'indiquant que c'était lui personnellement qui prenait ce genre de décisions.

*La décision a déjà été prise par la famille, président,* lui répliquai-je *et elle n'autorise pas une intervention militaire.*

Le second point que je traitai avec lui fut l'urgence d'un accord humanitaire. *La seule manière que cela s'arrange rapidement et bien, est que vous preniez en compte qu'Ingrid est votre petite sœur* », lui dis-je en lui remettant un badge que je portais toujours au revers de mon vêtement, avec son portrait et la phrase. « Ingrid libre ». Je posai cet objet sur son écritoire, où selon ce que je lui affirmai, il le verrait tous les jours. *Un accord humanitaire, comme cet adjectif l'indique, ne signifie pas un revers militaire. C'est un acte de compassion, de compréhension, d'affection et c'est vous qui pouvez effectuer cette démarche.* Nous nous levâmes de nos chaises et j'allais prendre congé. Mais j'avais au bout de la langue une dernière phrase :

*Président, si vous ne changez pas l'élan de votre cœur rien ne pourra changer en Colombie* lui dis-je.

Le président Uribe semblait compter sur l'appui enthousiaste de son collègue nord-américain George Bush et de celui d'autres tenants de la manière forte comme l'espagnol José Maria Aznar. N'empêche que la majorité des démocrates voyaient d'un mauvais œil sa tendance ultra dirigiste et son soutien inconditionnel aux paramilitaires. Pour cela ses conseillers préparaient avec un soin particulier la première tournée qu'il ferait en Europe, prévue pour février 2004. Il avait été convenu qu'il parlerait au Parlement Européen. Deux jours avant son départ pour l'Europe, il reçut un appel d'une amie à moi, journaliste chilienne, qui me raconta que le DAS (département administratif de la sécurité) avait arrêté les guérilleros qui se trouvaient avec Ingrid le jour de son

enlèvement et qu'ils seraient présents à une conférence de presse destinée à les exhiber aux médias internationaux. Il n'est pas utile de spéculer pour comprendre que cette nouvelle avancée, juste la veille du voyage du président, l'aiderait sur un continent qui se montrait hostile à lui et se était préoccupé par le sort d'Ingrid.

Sitôt mis fin à la communication téléphonique avec la chilienne, j'appelai le DAS et je parlai à son chargé de presse :

*Est-il vrai que vous avez capturé les ravisseurs d'Ingrid ?* demandai-je

*En effet,* me répondit-elle. *Nous allons les présenter à l'opinion publique aujourd'hui à midi,*

Ne serait-il pas bon que celui qui conduisait la camionnette le jour de l'enlèvement, Adair Lamprea, vienne les reconnaître avant que vous fassiez cette annonce ? lui suggérai-je et je lui rappelai qu'Adaïr les avait bien vus car il avait été détenu toute une longue journée, avant d'être relâché avec les autres membres de la mission :

*Non* me dit-elle. *Cela est difficile et nous ne pouvons le faire,*

*Mais Adaïr travaille encore avec nous* insistai-je. *Il est près de moi, en une demi-heure, je peux vous l'amener,*

*C'est bien,* me dit-elle. *Amenez-le moi.*

*Ce ne sont pas eux* déclara catégoriquement Adaïr, quand on lui montra au DAS les cinq prisonniers. *Je n'ai aucun doute. D'autant plus que j'ai été avec eux pendant tout un jour, le jour le plus angoissant de ma vie.*

*Regarde-les mieux,* insista t'on au DAS, *tu ne les reconnais peut-être pas, parce que le jour de l'enlèvement ils devaient avoir le visage caché,*

*Ils avaient le visage découvert* leur dit Adaïr. *Je les ai parfaitement vus, j'ai été avec eux dans la camionnette pendant cinq heures !*

*Merci, Monsieur, vous pouvez vous retirer* lui dit le DAS. *Mais de toute manière cela ne change rien.* Une demi-heure plus tard, Adair est rebenu au bureau, indigné. Nous nous sommes réunis, lui, la journaliste Constanza Vieira et moi.

*Ce ne sont pas eux,* répéta plusieurs fois Adair. *Aucun d'eux ne correspond. Je me souviens parfaitement d'eux. C'est indécent que le DAS donne cette information quand même, foulant du pied ma déclaration. Si j'avais été avec ces guérilleros, je les aurais reconnus.* L'information fut publiée avec une photo des prétendus prisonniers avec une légende convenue « Les ravisseurs d'Ingrid Betancourt arrêtés ». Pas un mot de la déclaration d'Adaïr.

*Depuis hier, on me menace, Juan Carlos,* me confie Adaïr deux jours après. *J'ai peur. Ce sont des voix anonymes qui me disent. :« Nous allons te crever comme un crapaud. Nous allons te tuer, sale mouchard ! ».* Une semaine plus tard, parut dans un coin de page des journaux locaux, en quelques lignes, le reportage de Constanza VIEIRA, disant qu'Adaïr démentait les propos du DAS. Immédiatement les menaces contre lui redoublèrent.

*Maintenant oui, j'ai très peur, Juan Carlos. Ils me laissent des messages de mort chez ma sœur, chez mon ex-épouse, sur mon téléphone portable, sur celui de mon commerce. Aide-moi à sortir du pays pendant un certain temps, en attendant que « la marée descende.* Je pris contact avec les verts français pour leur expliquer la situation et je leur demandai d'accueillir Adaïr. Une semaine plus tard il partait en exil à Paris où il se trouve encore aujourd'hui.

Je n'ai jamais su quel fut le sort réservé aux faux guérilleros. Pourvu qu'ils ne soient en train de payer dans une quelconque prison colombienne pour un délit qu'ils n'avaient pas commis, pendant que les vrais guérilleros sont encore libres.

Cette affaire n'arrangea pas la tournée du président Uribe en Europe. Sa démarche principale devant l'Assemblée plénière du Parlement européen se vit contrariée par le départ de deux tiers des parlementaires composés de gens de gauche, des verts et de tous ceux qui n'approuvaient pas « son talent » ultra dirigiste. Le lendemain les quotidiens européens portaient témoignage de ce revers politique, montrant des photographies dans lesquelles Uribe s'adressait à un hémicycle à moitié vide. En Colombie on ne put se rendre compte de cela parce que les médias locaux minimisèrent l'échec et cherchèrent le meilleur angle pour les photographies.

Les échecs se suivirent. A Berlin, un meeting face et sous les fenêtres de son hôtel attendait Uribe. Il y avait des représentants des droits de l'homme qui considèrent Uribe comme étant un des gouvernants qui respecte le moins ces droits. Les manifestants, au nombre de plusieurs centaines, exprimaient leur opposition aux cris de « fasciste ». En Italie il ne fut pas reçu par le 1<sup>er</sup> ministre Berlusconi et non plus par le Président Ciampi. Il dut se contenter de rencontrer le vice-président.

Quand je lus cette nouvelle dans les journaux, je me dis en moi-même « Incroyable », moi, simple colombien, j'avais pu parler 2 fois avec Ciampi. Quelle mésaventure pour Uribe qui ne fut lui jamais reçu par eux. Quand Alvaro Uribe revint, quelques journalistes attribuèrent aux amis d'Ingrid la faute du grand échec présidentiel. « L'eau sale » tomba aussi sur Mélanie, la fille d'Ingrid, simplement parce qu'elle a déclaré : « *On ne peut pas jouer à la roulette russe avec les otages* ». On nous accusa aussi d'antipatriotisme pour avoir « critiqué son pays à l'étranger ». Une vague de nationalisme fébrile envahit les journaux, entourant Uribe et donnant la consigne de dire que : « ..le linge sale se lave en famille. ».

Dans les rues apparurent de vagues tracts qui disaient. « Ici on peut s'opposer au gouvernement mais il ne faut pas le diffamer à l'extérieur ». Les extrémistes s'en prirent aux proches des séquestrés parce que nous avons osé questionner le président et parce que nous dénoncions internationalement sa mollesse face au drame des êtres qui nous sont chers. Une chose reste claire : Ingrid s'était transformée. « ...en une pierre dans la chaussure du président Uribe » .

Ce fut à cette époque que je commençai à recevoir des menaces de mort. La première arriva sur mon portable, la veille du second anniversaire de l'enlèvement, au moment où je préparais un papier pour commémorer cette affaire. Je vérifiais l'état de rideaux qui se trouvaient derrière l'estrade quand le téléphone sonna dans ma poche :

*Entends-tu, « gros nul », si tu continue à dire des « merdes » d'Uribe à l'étranger, nous te briserons* me dit une voix d'homme anonyme au fort accent populaire.

*A qui ai-je l'honneur*, demandai-je ingénument. En forme de réponse, il me menaça de représailles.

*Si tu ne te tais pas, nous le ferons pour toi, « fils de pute »* . Sur le moment je ne donnai pas beaucoup d'importance à la chose. Je continuai à m'occuper de mes rideaux, de l'impression de la liste des invités, de la constitution de l'équipe du son, des autorisations municipales, enfin à tout ce qu'il faut pour réussir à rompre pendant quelques heures le rythme ordinaire d'une ville si indifférente que Bogota. Puis, une fois à la maison, très tard dans la nuit, au moment où j'avais trouvé le sommeil, le téléphone fixe sonna. Je compris immédiatement. J'ai déjà dit que depuis l'enlèvement, le téléphone est devenu pour moi, une vraie contrainte. Je ne pensais plus à l'appel de la matinée. Aussi je fus surpris à nouveau par la même voix d'homme qui déversa sur moi une nouvelle bordée d'injures.

*Si Uribe ne te plait pas, quitte ce pays, pauvre type*, me dit-il « mordant les mots : ». Je raccrochai immédiatement après lui avoir quand même répondu : *Uribe ne me plait pas et je ne partirai pas d'ici*.

Inutile de dire que cette nuit-là je ne pus dormir. Ceux qui ont déjà reçu des menaces anonymes savent comme elles résonnent dans la tête mille et une fois et la colère inutile, le désarroi et l'envie de savoir qui est ce lâche qui ne montre pas son visage. Il y a la peur naturellement, parce que tu es seul dans ta maison au milieu de la nuit et que tu commences à regarder ton téléphone comme s'il était un animal venimeux qui à n'importe quel moment peut te piquer...